



OCEANIE/PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE - Débat intense autour de la peine capitale

Port Moresby (Agence Fides) – Le débat sur la peine capitale bat son plein en Papouasie Nouvelle Guinée, et ce à tous les niveaux : au sein des institutions, dans la société civile, les églises, les moyens de communication de masse, à l'université. Certains secteurs de la société réclament un référendum sur la question alors que d'autres se battent en faveur d'un moratoire ou de son abolition. Les Evêques ont prononcé un refus net, y compris dans le cadre d'une récente rencontre avec le Premier Ministre, affirmant que la peine capitale n'est pas une mesure dissuasive contre le crime.

Par le biais d'une note envoyée à l'Agence Fides, le Père Giorgio Licini, Secrétaire de la Commission chargée des Communications sociales de la Conférence épiscopale de Papouasie Nouvelle Guinée et des Iles Salomon, intervient dans le débat : « Il faut rappeler que la peine de mort fait déjà partie du système judiciaire en Papouasie Nouvelle Guinée et que, selon les lois en vigueur, les exécutions devraient avoir lieu par pendaison. La pendaison est ce que le Procureur général et le Ministre de la Justice, Kerenga Kua, ont clairement indiqué dans le cadre de récents discours publics. Toutefois, la pendaison a été considérée comme inhumaine par le gouvernement et ce même si ni le gouvernement ni le parlement n'ont jamais mis à jour la législation et les modalités d'application de la peine de mort. Ils auraient probablement choisi l'injection létale, procédure mieux acceptée dans ce qu'il est convenu d'appeler les pays développés, mais ils ne l'ont jamais fait et l'on se demande pourquoi » affirme la note. Le porte-parole des Evêques explique : « la peine de mort, actuellement encore présente dans différents pays du monde, va à l'encontre du développement général de la praxis judiciaire et de l'opinion générale. Le monde tend à abandonner la peine de mort et non à la promouvoir. Dès lors un pays qui introduirait ou renforcerait la peine de mort ne bénéficierait pas de l'approbation internationale mais se heurterait plutôt à de dures critiques. La Papouasie Nouvelle Guinée – conclut-il – devrait plutôt prendre en considération des instruments plus efficaces : la réclusion à perpétuité associée à un dur labeur pourrait probablement être la meilleure réponse aux crimes commis ». (PA) (Agence Fides 14/05/2013)